

Bariza KHIARI - Conférence Harvard 4 Octobre 2018

Permettez moi de remercier en premier lieu l'Université Harvard pour cette invitation à laquelle j'ai été très sensible. Il m'a été demandé de ne pas faire une conférence académique mais d'évoquer mon parcours avec en regard les évolutions et/ou régression de la société française. Je vais donc m'attacher à dérouler tout un processus qui a permis à une fille d'immigrés algériens de devenir parlementaire, première Vice-Présidente du Sénat, juge à la Cour de Justice de la République, Déléguée nationale d'Emmanuel Macron alors candidat à l'élection présidentielle et actuellement représentante personnelle du Président de la République au conseil d'administration d'une fondation qui a pour mission la réhabilitation du patrimoine dans les zones de conflits.

➤ *Le début de mon histoire marquée par la colonisation*

Je suis née fin 1946 en Algérie, dans un endroit improbable au cœur d'un village à l'Est de l'Algérie. Mon père qui avait immigré en France est venu me chercher avec ma mère. Je suis arrivée en France à l'âge de 3 mois. Née française puisque l'Algérie était à l'époque un département français. Ma naissance est intervenue un an après les événements de 1945 à Sétif. Mohamed Harbi, historien, auteur avec Benjamin Stora de « La guerre d'Algérie, la fin de l'amnésie » nous rappelle dans un article du Monde Diplomatique la face cachée de la seconde guerre mondiale « **Le 8 Mai 1945, tandis que la France fêtait sa victoire, son armée massacrait des milliers d'algériens à Sétif et à Guelma. Ce traumatisme radicalisera irréversiblement le mouvement national algérien** ».

Je suis donc née sur une terre ensanglantée par ces massacres. Ils seront le point de départ de l'engagement de mes parents dans ce qu'il était convenu pudiquement de nommer « les événements d'Algérie »

➤ *Le militantisme de mes parents qui fondera mes engagements*

Mes parents, alors qu'ils habitaient en France, ont fait partie des différents mouvements nationalistes qui luttaient pour l'indépendance jusqu'au jour où ils ont été arrêtés et emprisonnés pour leurs idées. Ma mère a été emprisonnée ce qui était extrêmement rare à l'époque pour une femme. Mon père a été exilé en Algérie dans la célèbre prison Barberousse pour

purger sa peine. J'ai baigné dans un milieu où il y avait une soif de justice et d'égalité. Et j'ai compris très tôt que l'engagement et l'aspiration à l'égalité avaient un prix. **Mon engagement politique trouvera naturellement ses fondements dans le militantisme de mes parents.**

En 1962, au terme d'un conflit très violent de presque une dizaine d'années et surtout de plus d'un siècle d'occupation coloniale, l'Algérie devient indépendante, c'est l'aboutissement du combat de mes parents. A cette occasion, ils ont réuni leurs enfants pour leur dire : **La France est votre pays, certains d'entre vous sont nés en France. Les combats que nous avons menés sont ceux de notre génération. Surtout, n'oubliez jamais que des camarades français ont été à nos côtés, ils ont été nombreux. Ce n'était pas un combat contre les français mais un combat contre un système colonial. La France est votre pays d'accueil, vous y êtes nés, vous y vivez. Nous avons mené nos combats, il vous appartient de trouver les vôtres.**

Ce narratif m'a permis de mettre à distance la période coloniale qui avait touché ma famille. Les propos de mes parents m'ont profondément marqué et ont été pour moi un fil rouge. Il ne s'agissait pas de vivre dans le passé et de ressasser les souffrances mais de jouir du présent et de préparer l'avenir.

Quelques années plus tard, une autre histoire se déroulait sous nos yeux, le mouvement de contestation étudiant qui a ébranlé la société française par une remise en cause de ses valeurs traditionnelles : Mai 1968. Ces événements ne m'ont impacté en aucune manière. En effet, avec mon vécu, j'avais du mal à comprendre ce besoin de liberté pour des personnes qui étaient déjà libres ! Je passe donc rapidement sur un parcours scolaire et universitaire sans problème pour évoquer mes engagements, objet de cette intervention.

➤ ***Mes engagements dans la société civile***

Mon premier engagement se fera au MRAP, Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples. J'y ai fait des rencontres exceptionnelles. Ma conscience politique s'est forgée dans des débats interminables et surtout dans une ambiance fraternelle.

Mariée et mère de trois garçons, je me suis investie dans l'association des parents d'élèves du Collège et Lycée Janson de Sully à Paris. L'école

publique m'a tant apporté que m'investir dans l'association de parents d'élèves était pour moi une évidence.

Sur le plan professionnel, j'ai fait pratiquement toute ma carrière dans la fonction publique pour terminer, avant d'arriver au Sénat, comme chef d'un service de l'Etat, déléguée régionale au Tourisme Paris Ile-de-France et là aussi, je me suis engagée dans le syndicat qui m'apparaissait le plus réformiste, la CFDT.

Par ailleurs au plan local, j'avais accepté en 1995 d'être sur la liste aux élections municipales au titre de la société civile, en position non éligible.

➤ ***Le Parti socialiste au niveau local***

Jusqu'alors compagnon de route du parti socialiste, ces différents engagements associatifs m'ont amenée à adhérer au parti socialiste, mouvement qui me semblait le plus proche de mes valeurs. Militante dans mon arrondissement, j'ai été élue à la tête de l'importante section du 16^e arrondissement de Paris.

La vie politique suit son cours et, nous devons présenter des candidats pour d'autres élections : les législatives. Il est évident que le 16^e arrondissement, quartier chic de Paris, n'est pas une terre de gauche et que notre candidat avait une vraie garantie : celle de perdre l'élection. Mais, il nous fallait absolument présenter un candidat. Aucun militant n'était intéressé. Principale responsable de la section, je me devais de me dévouer. Je fais une belle campagne. Ces moments sont riches car ils permettent de rencontrer les habitants et d'évoquer leurs problèmes quotidiens. Ce que j'appréhendais comme une « corvée » s'est avéré être un plaisir. Je fais un score plus qu'honorable en battant le candidat du Front National et m'engage pour la prochaine élection législative. Vous l'aurez compris : toujours aussi ingagnable.

Nous arrivons en 2000 pour préparer les prochaines élections municipales. Naturellement, je présente ma candidature pour être en position éligible. Et là quelle ne fut pas ma surprise....on m'a gentiment dit, entre autres amabilités, « *qu'avec un nom comme le mien, j'allais plomber la liste.* » Stupéfaction ! Alors que je n'avais jamais été confrontée au racisme ou aux discriminations, c'était dans mon propre parti qu'on me renvoyait à mes origines. Le choc fût rude !

Ces propos, s'ils avaient été tenus au café du commerce étaient passibles des tribunaux. Mes camarades ne se rendaient même pas compte des dégâts qu'ils étaient en train de faire. Détenir une carte du Parti socialiste c'était, finalement pour eux, comme s'ils détenaient un viatique de non-racisme. Ces propos et cette discrimination n'étaient pas en phase avec les valeurs du parti. **Ce jour là, la peur m'a quitté et j'ai décidé de ne jamais accepter l'inacceptable !** J'ai donc poursuivi devant la commission des conflits des camarades avec lesquels j'avais milité pendant de nombreuses années.

Aidée par mon courant au sein du Parti, j'ai toujours fait partie du courant des amis de Laurent Fabius et après avoir suivi toutes les procédures, j'ai gagné au terme d'un vote du Conseil National (parlement du Parti). J'étais rétabli dans mes droits et j'ai donc retrouvé la deuxième place sur la liste pour les élections municipales. Après de nombreuses années de militantisme, j'ai été enfin élue en 2001 pour la première fois conseillère à la mairie du 16^{ème} arrondissement. **Ce conflit a laissé des traces, il a eu toutefois double avantage, il m'a fait comprendre la dureté de la vie politique et m'a permis de trouver mon combat : la lutte contre les discriminations de toute nature.**

➤ ***Le Parti socialiste au niveau national.***

Après cette douloureuse expérience, j'ai regardé de près la manière dont le Parti socialiste traitait ces questions et j'ai dû me rendre à l'évidence : elles n'étaient pas traitées ! En effet, le Parti avait ses sous-traitants : l'écologie aux Verts, les quartiers populaires au Parti communiste et la question de l'égalité à une association « ***Touche pas à mon pote*** » qui, à cette époque, organisait de grands concerts contre le racisme.

Sauf que, jamais un travail sérieux n'avait été entrepris pour lutter contre les discriminations et pour la promotion de l'égalité. Car, il s'agit là d'un travail qui dépasse un quinquennat et qui nécessite un réel engagement. **Bref, la lutte contre le racisme a été la bonne conscience de la gauche.** Cette bonne conscience et ces grands concerts n'ont pas permis en 2002 le maintien de notre candidat Lionel Jospin à l'élection présidentielle, face au candidat de l'extrême droite Jean Marie Le Pen. C'est dire l'échec de cette stratégie. Pour la première fois de notre histoire, l'extrême droite arrivait au deuxième tour de l'élection présidentielle, c'était un tsunami politique !

Après l'élimination de notre candidat à l'élection présidentielle, un congrès s'est tenu en 2003 à Dijon. J'ai présenté une contribution intitulée **« Luttons contre les discriminations au sein du Parti Socialiste »** qui a été signée par de nombreux responsables. Comme l'analyse de l'échec devenait périlleuse pour la cohésion du Parti, on m'a donc demandé de faire le résumé de ma contribution à la tribune, j'ai été applaudi debout par 5000 congressistes. **Les éléphants du parti étaient en désaccord sur tout, ce qui a permis à ma résolution d'être adoptée et depuis, au Parti socialiste on se préoccupe d'une certaine mixité - parité et diversité - sur les listes afin de représenter la France dans toutes ces composantes. C'était ma première victoire !**

Ce discours au congrès de Dijon m'a valu, sur le quota de Laurent Fabius, une entrée au Bureau National du Parti, un portefeuille de secrétaire nationale en charge du service public ainsi que la sollicitation des médias. Seule, dans les instances du Parti, à ne pas avoir de mandat national, Laurent Fabius m'a demandé de présenter ma candidature en 2004 au Sénat. Avec son soutien, j'ai fait campagne auprès des grands électeurs et me suis retrouvée investie deuxième sur la liste à Paris. J'ai été élue pour la première fois à un mandat national.

➤ ***Prise de fonction au Sénat en Octobre 2004.***

Enorme surprise en arrivant le premier jour au Sénat, le président du Sénat m'a proposé le fauteuil n°1 celui **de Victor Shoelcher**, l'homme politique qui a obtenu l'abolition définitive de l'esclavage en France par un décret d'abolition le 18 Avril 1848. Victor Shoelcher a consacré sa vie à cette cause. Aimé Césaire a dit de lui dans l'introduction de son livre « Esclavage et colonisation » **« Il a rejoint la lignée de l'homme révolutionnaire : celui qui se situe résolument dans le réel et oriente l'Histoire vers sa fin ».**

Ce fauteuil devint par la suite celui de Gaston Monnerville, **petit fils d'esclaves, seul et premier homme de couleur a avoir été Président du Sénat.** Gaston Monnerville, grand orateur, homme inclassable, il fut ce républicain qui défia le Général de Gaulle en l'accusant de « forfaiture » lors d'un débat sur la réforme constitutionnelle de 1962.

En 2004, une fille d'immigrés algériens, de confession musulmane de surcroit allait exercer son mandat à partir de ce fauteuil. Les larmes aux yeux, je me suis dit qu'il n'y avait pas de hasard, c'était un signe, cette place m'oblige à être dans la continuité de leur combat.

Pour résumé : L'abolition de l'esclavage va permettre à un petit fils d'esclave de devenir parlementaire puis Président de l'Institution et à une fille d'immigrés algériens dont les parents ont lutté pour la décolonisation son entrée au Sénat et d'y diriger les débats. Certes, nous sommes là dans un temps long.....mais ce sont les belles évolutions d'une France qui commence malheureusement à être touchée par l'extrême droite et son discours raciste.

Cet héritage m'oblige ! En plus de mes responsabilités dans les différentes commissions du Sénat, je me suis employée à traquer dans tous les textes les discriminations possibles, j'ai porté le texte sur la transposition de la directive européenne portant création d'une Haute Autorité de Lutte contre les discriminations, de nombreux amendements sur le curriculum vitae anonyme et sur la place de la diversité dans les médias. Egalement un texte pour l'ouverture des emplois dits fermés aux étrangers, reliquat de la période de Vichy, un autre texte sur les médecins à diplôme étranger exploités dans nos hôpitaux, ces médecins étaient devenus la variable d'ajustement du budget des hôpitaux. Et bien d'autres textes...

➤ ***La rupture avec la gauche de gouvernement.***

Le moment le plus difficile de ma vie de parlementaire a été celui où je me suis opposée aux miens, oui c'était les miens, ceux de mon propre parti qui ont osé proposer un texte sur la déchéance de nationalité, texte complètement contraire à nos valeurs. Oh combien il est difficile de s'opposer aux siens ! Ce texte venait d'être voté à l'Assemblée Nationale par des camarades. Il arrivait pour examen au Sénat ce n'était pas le moment de baisser les bras. Ce texte indigne ne devait pas passer !

J'ai à mon actif d'avoir mené le combat en me disant qu'il fallait que je fasse honneur à mes prédécesseurs et que seuls les combats qui ne sont pas menés, sont perdus d'avance. J'ai donc organisé la riposte en essayant de trouver des appuis. Heureusement, il y a dans cette belle institution de vrais républicains au sein de tous les groupes politiques. Mon plaidoyer dans la discussion générale demandant le rejet du texte portant déchéance de nationalité dans la constitution ainsi que le soutien de certains membres de mon groupe politique ont payé puisque le gouvernement, mesurant le rapport de forces, a retiré ce texte. François Hollande, encore Président de la République, dira quelques mois plus tard ***« J'ai un regret celui d'avoir proposé d'inscrire la déchéance de***

nationalité dans la constitution, je mesure le trouble que cette mesure a pu créer ... » mais pour moi, le mal était fait !

Je ne me reconnaissais plus dans cette gauche-là. La montée de l'extrême droite, les miasmes coloniaux encore à l'œuvre et une certaine islamophobie ambiante ont eu raison des valeurs d'une gauche humaniste et internationaliste.

➤ ***La confiance de mes pairs***

Malgré la montée des populismes, certaines avancées étaient possibles puisque j'avais été élue par mes pairs Première Vice-Présidente du Sénat dont j'ai présidé les débats durant trois ans. Il faut dire que mes collègues avaient eu le temps de me connaître et il y a un moment où, il faut aussi le reconnaître, la méritocratie est encore une valeur sûre : **les compétences effacent l'appartenance. Oui, à partir du moment où vos compétences sont reconnues, on oublie que vous êtes une femme et on oublie même vos origines. Encore faut il avoir l'occasion de faire valoir ses propres compétences, ce qui n'est pas toujours possible !**

J'ai aussi été sollicitée par des collègues pourtant, adversaires politiques, pour présenter ma candidature à la Cour de Justice de la République. Quand j'ai demandé les raisons de cette sollicitation, un ancien ministre, devenu sénateur m'a dit « ***parce que tu vas juger comme tu présides, tu jugeras les faits pas les acteurs. C'est important pour nous tous*** ». La Cour de Justice de la République, juridiction d'exception, juge les délits commis par des membres du gouvernement dans l'exercice de leurs fonctions. Largement élue par mes collègues, j'ai exercé, parallèlement à mon mandat de sénateur, cette fonction durant six ans et j'ai eu à siéger dans les deux procès du Ministre Pasqua et celui plus récent de Mme Christine Lagarde, ancienne ministre de l'économie et des finances, actuellement Directrice générale du FMI.

Expérience passionnante puisque elle implique d'écouter, de s'interroger en permanence, de douter souvent, de tenter de comprendre toujours. Et surtout d'essayer de faire la part entre l'erreur, le mensonge et la sincérité. C'est aussi découvrir des facettes parfois surprenantes de la nature humaine. J'ai gardé des liens d'amitié avec des collègues qui, comme moi, ont été confrontés à cette expérience unique.

➤ ***Ma rencontre avec Emmanuel Macron***

Je l'ai rencontré pour la première fois en 2014 dans ses fonctions de ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique lors de la présentation au Sénat du texte dit « Loi Macron » portant sur la croissance et le pouvoir d'achat. **J'ai été frappée par son énergie, par sa capacité à ne jamais laisser d'angles morts dans son argumentation et surtout par sa force de conviction.** J'ai apprécié le fait qu'il a failli démissionner sur la question de la déchéance de nationalité. Il y a renoncé « **car cette question ne faisait pas partie de son périmètre ministériel** ». Il reste un des rares ministre du gouvernement à avoir critiqué ouvertement cette mesure et je me souviens d'un propos « **Cette mesure me procure un inconfort philosophique** ». Enfin un ministre qui s'exprimait sur ce qui était pour moi une déchirure !

A partir de ce moment, j'ai commencé à suivre avec davantage d'attention ses déclarations. D'une grande lucidité, il disait déjà « **La société statutaire ou tout sera prévu va inexorablement disparaître** ». Il avait compris, avant d'autres, que les événements qui transforment durablement le monde passent toujours inaperçus aux yeux de nos contemporains et que c'est en Californie à Palo Alto que le nouveau monde était en train de se dessiner. J'avais noté aussi que son rapport à la transcendance l'amenait à avoir un rapport sain à la laïcité. Qu'il militait pour l'émancipation et pour la responsabilité de nos concitoyens.

J'avais de mon côté évolué sur la société du travail et j'ai du constater qu'Uber avait fait davantage pour les jeunes des quartiers défavorisés que trente ans de politiques publiques. Ceux qui avaient enfin trouvé un travail, même dans des conditions difficiles, avaient retrouvé de la dignité. Les discriminations à l'œuvre leur permettaient de trouver plus facilement un client qu'un patron.

C'est donc tout naturellement que je me suis retrouvée un jour dans son bureau et après une longue discussion, je me suis dit « **Il a le charisme d'un chef, il est brillant, structuré, il coche beaucoup de cases, c'est la relève. Il mérite qu'on le soutienne** ». Le reste est connu : rupture avec le Président Hollande, démission de son poste de ministre, premier meeting, constitution du mouvement *En Marche* avec une poignée de personnes. Nous avons vécu une année de campagne indescriptible qui a été gratifiée par la victoire à l'élection présidentielle. Je me suis réveillée le lendemain de la victoire avec le sentiment d'avoir « braqué une banque ».

Je m'honore d'avoir été « **un premier soldat de la première heure** » comme Emmanuel Macron désigne ceux du premier cercle et sa déléguée nationale durant la campagne électorale. Après la victoire aux législatives, j'ai dirigé le mouvement La **République En Marche** avec deux complices jusqu'à la réalisation de la promesse démocratique qui sied à tout mouvement politique. Le délégué national du mouvement a été élu fin 2017. Je reste depuis au Bureau exécutif car il faut maintenir un socle de confiance pour veiller à l'ADN qui a fait le succès du mouvement.

Malgré les pressions amicales, j'ai refusé de me présenter pour un 3^{ème} mandat au Sénat considérant que la politique n'était pas un métier et qu'il était nécessaire de renouveler le personnel politique. J'ai décidé de m'appliquer à moi-même le non cumul des mandats dans le temps. J'ai également refusé un maroquin ministériel considérant qu'il fallait que le Président de la République soit accompagné d'une jeune génération. Il était pour moi temps de tourner la page pour m'occuper d'un sujet auquel je tiens beaucoup : la visibilité des cultures d'Islam.

➤ ***Institut des cultures d'Islam***

Comme vous le savez, je suis de confession musulmane et **je me définis au regard de cette question comme farouchement républicaine et sereinement musulmane. Cette phrase a été difficile à exprimer pour la parlementaire que j'étais dans un pays qui a un rapport complexe à la religion du fait de son histoire.** L'Islam étant devenu un sujet éminemment politique, je ne pouvais pas être dans le déni d'un aspect qui me constitue et surtout il n'était pas question pour moi de laisser le champ libre aux tenants d'un islam radical.

Malheureusement, ont maintenant droit au chapitre médiatique les obscurantistes, d'un côté et les islamophobes de l'autre, dans une mise en scène redoutablement efficace de légitimation mutuelle. La laïcité à la française est devenu un des premiers sujet du débat public et un enjeu de société. Il est vrai que la visibilité de l'islam dans l'espace public à travers le port du voile par exemple pose problème dans une société sécularisée. Cette visibilité à travers les apparences et le vestimentaire a fait perdre à l'islam toute sa dimension religieuse et spirituelle.

Toutes les enquêtes témoignent d'une défiance grandissante de la population française envers les musulmans depuis le 11 septembre 2001, amplifiée depuis les terribles attentats sur notre sol. Dans ces études, sont

évoqués le fait que « la polarisation contre l'islam est la plus constante, la plus ancrée » ainsi que la « montée de l'intolérance antimusulmane ». Le grand rabbin de France Gilles Bernheim, regrettant qu'il soit « **de plus en plus difficile d'être musulman en France** » **qualifie de très malade une société qui cherche des boucs émissaires.**

Dans son rapport de 2013, la Commission Nationale consultative des droits de l'homme revient sur l'usage de la notion : islamophobie, pour lui reconnaître sa validité et constate que « **le racisme a subi un profond changement de paradigme dans les années postcoloniales, avec un glissement d'un racisme biologique vers un racisme culturel** ». On peut certes relativiser ces analyses et souligner qu'elles expriment les angoisses d'une société en pleine crise économique, sociale, morale et que ce désarroi collectif profite aux populistes. En fait, le débat n'est pas de savoir si on est pour ou contre l'islam ou les musulmans mais l'urgence absolue est de rétablir les conditions d'existence d'une République apaisée.

J'ai toujours pensé que la culture pouvait être un élément apaisant parce que je fais mienne cette phrase d'un grand maître soufi, Ibn Arabi qui écrit que « **Les hommes sont les ennemis de ce qu'ils ignorent** ». La culture a toujours été pour moi le meilleur rempart contre les préjugés et l'obscurantisme. C'est la raison pour laquelle, j'ai accepté de présider l'Institut des Cultures d'Islam. Cet établissement culturel de la Ville de Paris a été créé par l'ancien maire Bertrand Delanoé. La vocation de cet institut est de faire connaître les cultures d'Islam, de montrer leur diversité à travers le monde, de renouer avec leur patrimoine, leurs traditions et leurs figures tutélaires tout en découvrant leur dynamisme dans la création contemporaine notamment.

Depuis trois ans, je m'emploie :

- à faire connaître à nos concitoyens la diversité des cultures d'islam et à combler les lacunes culturelles de jeunes musulmans qui fréquentent l'institut et pour qui la transmission des valeurs d'islam n'a pas été faite ;
- à rapprocher les « communautés » en travaillant avec des artistes de la communauté juive par exemple, car la montée de l'antisémitisme en France est malheureusement une réalité ;

- à donner à voir tout ce qui rapproche ces communautés à travers les concerts de musique arabo-judéo-andalouse, la cuisine, certaines traditions communes ;
- à organiser des conférences où le débat est parfois rude mais nécessaire ;
- à faire vivre un espace intitulé « IslamLab » permettant à des jeunes artistes de trouver un lieu pour présenter leur création ;
- à rappeler que l'islam n'est en rupture ni avec le judaïsme, ni avec le christianisme mais qu'il en est le continuum à travers tous les prophètes d'Abraham, de Moïse, au prophète Mohamed en passant par Jésus que se remémorent les musulmans dans leurs litanies depuis la nuit des temps.

L'objectif est d'éveiller les consciences à l'altérité et à la citoyenneté car il y a des vents contraires. Les tenants d'un islam radical considèrent l'exercice de la citoyenneté comme « **une perversion occidentale** ». Il nous faut expliquer qu'il n'y a pas d'antinomie entre la spiritualité et la citoyenneté, bien au contraire parce que la véritable citoyenneté prend ses racines dans les profondeurs de l'Être et la véritable spiritualité s'incarne dans les actes citoyens de chaque jour.

Je suis obligée de m'arrêter là sur ce sujet car il y aurait tant à dire, nous aurons l'occasion, je pense, d'y revenir dans le débat à travers vos questions.

Enfin, j'ai accepté d'être la représentante du Président de la République et Vice-présidente d'ALIPH - une fondation internationale dotée par les états de moyens pour la réhabilitation du patrimoine dans les zones de conflits. En détruisant le patrimoine de l'humanité, Daesh a cherché à nier l'Histoire collective et à empêcher l'exercice de la mémoire. C'est la raison pour laquelle la France, avec d'autres pays, a décidé de créer une structure commune pour réparer les outrages à nos biens communs. Nous avons donc décidé de procéder pour l'année à venir à la réhabilitation du musée de Mossoul, des tombeaux des saints soufis au Mali, ainsi que d'un monastère chrétien au Nord de l'Irak. D'autres projets sont bien sur à venir.

➤ **Conclusion générale**

Evolution, stagnation voire régression. Ainsi va le cours des choses dans toute société humaine, pour le sujet qui nous concerne :

- La régression peut être illustrée par le fait qu'il serait difficile aujourd'hui pour un homme de couleur de devenir en France le deuxième personnage de l'Etat alors que c'était possible, il y a cinquante ans. La résurgence d'un discours xénophobe nous invite à méditer les paroles de François Mitterrand qui rappelait que « ***l'égalité est toujours un combat*** ».
- L'évolution peut être illustrée par l'émergence d'une classe moyenne issue de l'immigration et des diasporas ainsi que d'une véritable élite. Cette élite est en train de se construire individuellement mais n'a pas atteint le niveau critique pour s'organiser collectivement.

Les dramatiques attentats terroristes sur notre sol ont montré combien la société française était résiliente parce que nous avons collectivement conscience que parmi nos concitoyens victimes de ces attentats il y avait de nombreux musulmans et qu'à travers le monde ils sont les premières victimes de la folie meurtrière de Daesh.

Lors de la dernière élection présidentielle, le peuple français a aussi montré qu'il souhaitait éloigner le populisme mais il ne serait pas responsable de sous estimer son influence. L'émergence d'Emmanuel Macron dans le jeu politique représente peut être le dernier sursaut d'une société qui en avait assez de l'alternance gauche/droite mais qui savait a minima se retrouver sur l'essentiel : la République. **N'oublions pas qu'en Italie Renzi a précédé Salvini, comme Obama a précédé Trump.**

Face à la montée des populistes en Europe ou la France, malgré ses problèmes, ferait presque figure d'exception, le Président Macron est « condamné à réussir » et a tout fédérer autour de lui ceux qui ont une même vision du monde. Ils doivent trouver ensemble les voies de passage pour humaniser une mondialisation qui fait peur à nos concitoyens. C'est cette peur qui produit les populistes, aujourd'hui organisés en mouvement à travers l'Europe. Ce moment de l'histoire européenne rappelle avec justesse la célèbre citation de Gramsci « ***Le vieux monde se meurt, le nouveau tarde à apparaître et dans ce clair obscur surgissent les monstres*** »

L'élection européenne à venir est celle de tous les dangers. Les humanistes progressistes seront ils assez nombreux pour enrayer ce populisme qui métastase l'Europe en affirmant par exemple que l'accueil des migrants, le droit d'asile ne sont pas négociables, que les discriminations ethniques ou

religieuses n'ont pas leur place dans l'espace européen et que la diversité est une richesse ?

Les humanistes progressistes seront-ils en capacité de rejeter la bureaucratie excessive de Bruxelles pour définir une politique européenne tournée vers les peuples ? Ce serait tenir la promesse du partage, non seulement des ressources mais des possibilités, celles qui permettent à chacun de sentir qu'il compte et qu'il peut évoluer. Je n'ai pas la réponse mais je dois avouer une crainte qui tient dans cette formule du Général de Gaulle que « **rien ne se construit en dehors des réalités** ».

➤ **Conclusion plus personnelle :**

Si je dois dresser un bilan, je dirai que **le moment dont découle tous les autres est pour moi celui où la peur m'a quitté car j'ai tout osé**, que mon action au sein de la Haute Assemblée n'a pas été aussi spectaculaire que celles de mes illustres prédécesseurs, mais je m'honore d'avoir fait bouger les lignes. Par des petites avancées : travail parlementaire, tribunes, conférences, motions, contributions, ouvrages, j'ai participé avec d'autres à la prise de conscience du fait que les discriminations - qu'elles qu'en soient la nature - étaient des morts sociales pour les personnes concernées et un véritable obstacle à la cohésion nationale pour la collectivité.

Si je dois définir en quelques mots mon parcours, je dirai que je suis « **une anomalie statistique** ». Le Président Macron pourrait en dire autant, lui qui a admis « **que son mandat était le fruit d'une brutalité de l'histoire, d'une effraction** ».

Enfin, j'ai rencontré des personnes plus méritantes et plus intelligentes mais qui n'ont pas eu la chance de faire les mêmes rencontres que moi. J'ai donc la faiblesse de penser parfois que le destin dirige nos vies et les événements du monde et que j'ai bénéficié d'un fatum bienveillant. Mais, j'ai parfois du mal à être fataliste, alors je reprends volonté la belle formule de Sophocle, « **Pour qui ne tente rien, pour qui renonce au premier obstacle, le destin ne fait rien** ».

Je vous remercie.

